

GUAY, Louis (2021) *Les enjeux sociaux de l'environnement. Des problèmes aux actions*. Les Presses de l'Université Laval, 494 p. (ISBN : 978-2-76374-434-6)

Yvette Veyret

Volume 66, numéro 184-185, avril–septembre 2021

URI : <https://id.erudit.org/iderudit/1099856ar>

DOI : <https://doi.org/10.7202/1099856ar>

[Aller au sommaire du numéro](#)

Éditeur(s)

Département de géographie de l'Université Laval

ISSN

0007-9766 (imprimé)

1708-8968 (numérique)

[Découvrir la revue](#)

Citer ce compte rendu

Veyret, Y. (2021). Compte rendu de [GUAY, Louis (2021) *Les enjeux sociaux de l'environnement. Des problèmes aux actions*. Les Presses de l'Université Laval, 494 p. (ISBN : 978-2-76374-434-6)]. *Cahiers de géographie du Québec*, 66(184-185), 194–195. <https://doi.org/10.7202/1099856ar>

de jardins en Russie sont initialement issus d'initiatives citoyennes, très vite contrôlées par l'État central, qui en limite l'essor avant de faire volte-face en 1965, allant jusqu'à les intégrer dans les politiques agricoles de l'URSS. Le chapitre X évoque une dimension insoupçonnée celle du « militantisme pour les jardins urbains, fer de lance de la patrimonialisation du logement social » en évoquant le rôle central des jardins dans cette reconnaissance qui dépasse les appartenances politiques et qui suscite une mobilisation pouvant être, tour à tour ou simultanément, habitante, artiste ou institutionnelle. Le chapitre XII s'intéresse aux « ressorts politiques du jardinage urbain en quartier populaire » en mettant l'accent sur les jardins partagés et leurs dimensions vivrières, ce qui nécessite toutefois de réguler les espaces et d'encadrer les conduites.

Le chapitre conclusif offre un peu de sérénité et de répit au bouillonnement de l'ensemble. « Cultiver en ville constitue un espace de création où l'esthétique se déploie », une forme de « reconnexion au sensible », qui n'est pas sans rappeler « la Normandie sensible » ou les « espaces vécus » du grand géographe récemment disparu, Armand Frémont. On y apprend avec bonheur que « cultiver la ville, c'est par ailleurs s'inscrire dans un rapport d'opposition à l'esthétique du gazon » ou que « les potagers urbains demeurent des vitrines à hauteur d'homme », mais pourquoi pas de femme, serait-on tenté d'ajouter !

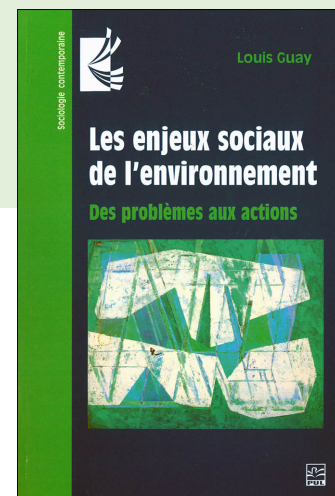
L'ultime phrase du volume traduit une forme de désenchantement à l'égard de la dure réalité du moment : « Encore faut-il que les aspirations des militants et les politiques urbaines des municipalités, à travers le monde, parviennent à s'accorder ». Le réchauffement climatique pourrait toutefois obliger la puissance publique à un changement radical et faire converger les utopies d'aujourd'hui, que relatent les chapitres de ce volume, vers la réalité de demain : la nécessité du potager urbain.

### Benoit Antheaume

Institut de recherche pour le développement

GUAY, Louis (2021) *Les enjeux sociaux de l'environnement. Des problèmes aux actions*. Les Presses de l'Université Laval, 494 p.

(ISBN : 978-2-76374-434-6)



Professeur au département de sociologie et membre de l'Institut en environnement, développement et société, à l'Université Laval, Louis Guay nous livre un ouvrage de 400 pages en 13 chapitres, très documenté, sur l'environnement envisagé d'un point de vue sociologique. Le texte est étayé par une bibliographie à dominante anglo-saxonne de plus de 1000 titres.

L'auteur dresse un état des lieux très complet des approches théoriques de la sociologie environnementale : écologie humaine, écologie humaine structurelle, écologie politique, modernisation écologique, laquelle insiste notamment sur la connaissance scientifique et peut ainsi apparaître très technocratique. Ces différentes approches révèlent « une ambition théorique affichée », ce qui n'est pas le cas du « socioconstructivisme ou constructivisme écologique », qui se positionne davantage comme une méthode d'analyse des processus sociaux, notamment des controverses nombreuses en environnement. Enfin, « la théorie » de la société mondiale et l'environnement considère que, par delà les intérêts stratégiques et économiques des nations, un monde institutionnel serait en construction, appuyé sur la valeur de l'environnement, de l'éducation et de la démocratie. Cet ouvrage permet donc d'envisager les courants, nombreux, qui traversent et fondent les analyses environnementales. L'auteur rappelle cependant que d'autres approches existent, « l'écologie sociale, l'écologie profonde, l'écoféminisme... », qu'il n'envisage pas dans le cadre de ses analyses sociologiques de l'environnement.

Si les deux premiers chapitres rappellent plusieurs courants de pensée en environnement, les contours de l'analyse sociologique auraient cependant pu être plus finement précisés. Où se situe cette discipline par rapport à l'économie, au droit et, plus largement, aux sciences sociales, notamment la géographie qui envisage aussi « des problèmes aux actions » environnementaux.

Finalement, n'assiste-t-on pas à l'émergence nécessaire d'une science environnementale spécifique associant étroitement sciences sociales, sciences « dures » (biologie, physique, chimie), droit, économie, politique? De même les rapports nature/sociétés qui ont varié dans l'histoire et fondent différentes approches environnementales auraient pu, en début de l'ouvrage, occuper une place plus large. De la conception de ces rapports dépendent diverses manières de penser l'environnement et des façons différentes de le traiter.

Les courants de l'analyse environnementale évoqués par l'auteur servent de fil pour les analyses qui suivent, qu'il s'agisse du développement durable, des changements climatiques, de la biodiversité, de la gouvernance, de la forêt, de l'eau, de la ville. Suivent des chapitres concernant le contexte mondial et sa gouvernance. Le chapitre XII « Aménager et ménager la terre » insiste sur la transition ou les transitions écologiques, la gouvernance des sciences et des technologies et la participation nécessaire des acteurs, au-delà du noyau dur des scientifiques. Le chapitre XIII est à la fois une synthèse et une conclusion. Il rappelle les points forts sur lesquels l'auteur veut insister: la complexité des questions environnementales qui justifient des analyses multiples et des conceptions variées, différentes notamment entre l'Europe et l'Amérique du Nord en dépit de certaines convergences. Il souligne que les différentes approches de la sociologie de l'environnement paraissent parfois incompatibles entre elles, que les pratiques de gouvernance sont multiples. Les enjeux sociaux de l'environnement qui impliquent sciences, sociétés et politiques posent la question de la place de la science, au-dessus ou dans la société. L'auteur réfléchit, dans cette conclusion, à l'engagement politique de la sociologie de l'environnement et considère que celle-ci ne peut être « le porte-parole d'un groupe particulier, mais (doit) représenter avec méthode tous les acteurs qui participent à un débat environnemental ».

Cet ouvrage très riche, très documenté, devrait fournir beaucoup d'information sur les conceptions et les travaux les plus récents en environnement, et devrait alimenter une réflexion sur les interfaces entre disciplines. Il sera, n'en doutons pas, très utile au chercheurs, aux praticiens et, plus largement, aux acteurs de l'environnement.

**Yvette Veyret**

Université Paris-Nanterre

REIGNER, Hélène et BRENAC, Thierry (2021) *Les faux-semblants de la mobilité durable. Risques sociaux et environnementaux*. Éditions de la Sorbonne, 288 p.

(ISBN 979-10-351-0657-7)



Cet ouvrage est le fruit d'un projet de recherche intitulé « Les Risques émergents de la mobilité durable – RED » conduit entre 2015 et 2020 sous l'égide et avec la participation financière de l'Agence nationale de la recherche. Les contributions ont été rassemblées sous la direction d'Hélène Régnier et Thierry Brénac. L'ouvrage est structuré en trois parties.

La première partie est composée de quatre chapitres qui établissent et mettent en évidence les cadrages dominants, les paradigmes, les référentiels et tout ce qui freine l'inscription de la mobilité durable dans les programmes politiques, dans la gestion publique territoriale, pour être plus en adéquation avec les enjeux de transition et de règlement des problèmes, des besoins des usagers. Le premier chapitre montre à quel point la mobilité est d'abord et généralement perçue comme une question économique. Le second chapitre étudie la place et le traitement des enjeux liés à la mobilité durable dans les campagnes électorales, essentiellement à partir des exemples de Caen et de Strasbourg. Le troisième porte sur l'objet concret « pedibus » pour repérer les registres de discours qui viennent légitimer ces dispositifs consensuels de ramassage scolaire pédestre où les enfants sont accompagnés par des bénévoles pour se rendre à l'école. L'auteur alimente les registres activés par les promoteurs des pedibus et met en évidence en quoi ce dispositif s'inscrit dans une logique de développement durable. Enfin, le dernier article de cette partie propose une analyse rétrospective du projet de piétonnisation parisien, dit Berge de Seine rive droite. Il s'agit de repérer les arguments utilisés pour justifier ce projet et leur évolution dans le temps, en s'appuyant notamment sur l'étude d'impact.

La deuxième partie de l'ouvrage est composée de quatre chapitres qui portent sur le développement des aménagements en faveur de la mobilité durable, vu au prisme de leurs effets sur le niveau de sécurité du système